



Le plan de Libreville

Au lendemain de la COP15 sur la biodiversité, et de l'engagement de la communauté internationale à protéger 30% de la nature d'ici 2030, plus de 20 pays représentatifs des grands bassins forestiers se sont retrouvés à Libreville, au cœur de la forêt africaine, pour un One Forest Summit dédié à la recherche de solutions pour protéger les forêts tropicales, en présence de la communauté scientifique, de la jeunesse africaine, des chefs d'entreprises, des populations autochtones, et des dirigeants de l'UNESCO, de l'UICN, du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour le climat.

LE PLAN DE LIBREVILLE EN BREF :

- Un accord juste entre les pays forestiers et la communauté internationale, pour concilier ambition environnementale et développement économique.
- Une initiative phare pour protéger les réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité : les Partenariats de conservation positive (PCP), dotés d'un premier budget de 100 millions d'euros, et d'un mécanisme de rémunération des pays exemplaires via des «certificats biodiversité».
- Un projet scientifique emblématique, intitulé « One Forest Vision », pour mesurer la balance nette de séquestration du carbone et cartographier à l'arbre près les réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité d'Amazonie, d'Afrique et d'Asie dans les cinq prochaines années.
- Une stratégie économique « 10by30 » visant à créer 10 millions d'emplois d'ici 2030 dans les activités liées à l'exploitation durable des forêts tropicales, et une série de premiers engagements concrets des entreprises.

L'ESPRIT DE LIBREVILLE : UN ACCORD JUSTE ENTRE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET LES ÉTATS FORESTIERS

Au lendemain de la COP15, nous avons besoin d'un « accord juste » entre la communauté internationale, dont le devenir dépend de la préservation des puits de carbone et de biodiversité, et les pays forestiers, qui souhaitent légitimement concilier ambition environnementale et prospérité économique pour leurs populations.

→ Cet accord repose sur cinq piliers fondamentaux exprimés avec force à Libreville :

1. L'engagement politique - Nous ne gagnons pas le combat contre le changement climatique sans les forêts tropicales, qui agissent comme l'un des principaux puits de carbone à l'échelle de la planète. Il faut urgemment stopper et inverser la déforestation d'ici 2030.

2. Un principe de cohabitation entre l'Homme et la Nature - Protéger la forêt nécessite une vaste palette d'outils, allant de la protection forte comme les parcs nationaux à des modes de gestion durable des ressources naturelles. Une forêt protégée, qui maintient, voire qui augmente son taux de séquestration du carbone, n'est pas fermée à l'Homme. Une forêt protégée, c'est une forêt gérée durablement, au bénéfice des populations locales.

3. Une ambition environnementale qui bénéficie aux populations - Protéger la forêt est aussi une opportunité économique : le potentiel de la bioéconomie et de la transformation locale et durable des produits issus de la forêt est immense. A l'inverse, la déforestation représente une menace dès aujourd'hui pour les populations : détruire les forêts, c'est mettre à mal le cycle de l'eau, la richesse des sols, perdre une diversité génétique inestimable source d'innovation et de savoir.

4. Protéger ce qui est vital - Certaines réserves vitales de carbone et de biodiversité méritent un niveau de protection élevé, car leur dégradation aurait des conséquences irrémédiables : c'est le cas notamment des mangroves, des tourbières et de certaines forêts primaires qui abritent des espèces dites «parapluie» car elles soutiennent à elles seules les écosystèmes (gorilles, orangs outans, éléphants, jaguars...).

5. Rémunérer les services rendus au reste du monde par les pays forestiers - Les pays forestiers en voie de développement qui s'engagent à une haute ambition pour la Nature et dont la performance est avérée doivent pouvoir être rémunérés pour cela par la communauté internationale.

DES ENGAGEMENTS DE TOUS LES ACTEURS POUR REPLACER LE CAPITAL NATUREL AU CŒUR DE NOTRE ÉCONOMIE

Pour tenir nos engagements, il faut accroître la solidarité internationale, mais aussi démontrer que l'ambition environnementale est synonyme de prospérité économique. Le One Forest Summit est le premier sommet international à mettre au cœur des débats la question de la valorisation du capital naturel. C'est un enjeu pour les pays forestiers, mais aussi pour l'économie mondiale, qui ne peut plus considérer la Nature comme un bien gratuit et inépuisable.

Afin de traduire cette approche par des actions concrètes, quatre grandes communautés d'acteurs se sont réunies à Libreville pour prendre des engagements :

→ **la communauté scientifique** a lancé le projet One Forest Vision, qui vise à mieux connaître la valeur de la forêt, en cartographiant dans les cinq prochaines années les réserves vitales de carbone et de biodiversité mondiales et en mesurant le niveau de séquestration de carbone des forêts tropicales.

→ **une cinquantaine de chefs d'entreprises**, réunis dans un «One Forest Business Forum», ont lancé l'initiative 10by30, qui vise à créer 10 millions d'emplois dans les activités liées à la gestion durable des forêts d'ici 2030. Cette vision doit permettre d'accélérer la transition vers la bioéconomie et la transformation locale, beaucoup plus rémunératrices des populations locales. Plusieurs entreprises ont fait des annonces concrètes dans ce sens, à découvrir en annexe.

→ **Le Gabon, la France et le Canada** ont lancé une plateforme intergouvernementale sur l'utilisation durable du bois et des matériaux biosourcés dans la construction, afin de contribuer à remplacer le béton et le ciment dans les années à venir et de transformer notamment les stratégies d'urbanisation africaines. Neuf pays au total ont décidé de rejoindre cette coalition (Cambodge, Côte d'Ivoire, République du Congo, Ouganda, Royaume-Uni, Zambie, France, Gabon, Canada).

→ Sur la base des recommandations formulées par un groupe d'experts coordonné par le Fonds pour l'environnement mondial, **une coalition multi-acteurs comprenant des États, des investisseurs, des certificateurs et organisations non gouvernementales** a lancé un plan de travail de Libreville pour accélérer la structuration d'un marché de crédits carbone à très haute qualité environnementale et sociale, à l'échelle de projets ou de politiques et initiatives nationales.

→ **les populations autochtones** sont les premières sentinelles de la forêt, par leurs savoirs et leurs traditions ancestrales, mais aussi par la relation unique dont elles sont les témoins, entre l'Homme et la Nature. L'Ouganda, la France et le Gabon lancent une coalition «One Forest Guardian» visant à proposer aux pays volontaires d'inscrire d'ici 2024 à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ces pratiques à la valeur inestimables pour le futur de l'humanité.

→ **les jeunes représentants et leaders du bassin du Congo** ont organisé le One Forest Youth Summit afin de proposer aux chefs d'État et de gouvernement des recommandations et des propositions de projets concrets pour promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales.

PROTÉGER CE QUI EST VITAL : LES PARTENARIATS DE CONSERVATION POSITIVE (PCP)

Cette initiative lancée par la France dès la COP27 propose un « contrat » politique et financier aux pays qui acceptent de garder intacte les réserves vitales de carbone et de biodiversité sur leur territoire. Il s'agit d'un plan d'investissement pour la protection des « stocks » de carbone et de biodiversité, et vise ainsi à prévenir la déforestation.

Le One Forest Summit a permis de faire progresser cette initiative, avec un calendrier en trois temps.

1) Le temps de l'engagement politique. Les pays qui disposent des réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité pourront s'engager à les protéger avec l'appui du secrétariat de la Haute ambition pour la Nature et les Peuples (HAC). C'est la première pierre de l'édifice, qui doit permettre de débloquer ensuite des financements beaucoup plus importants de la communauté internationale.

2) Le temps de la mise en œuvre, en mettant au service des pays forestiers des moyens financiers, des outils technologiques et scientifiques dans le cadre du partenariat One Forest Vision, ainsi que des solutions économiques, dans le cadre de l'initiative 10by30.

3) Le temps de la rémunération des services rendus au reste du monde. En contrepartie de l'engagement des pays forestiers, la communauté internationale mettra à disposition plus de financements, mais aussi un mécanisme de rémunération des services rendus par la nature gardée intacte, dont la séquestration du carbone. Sur la base d'un suivi rigoureux de la mise en œuvre de ces engagements et de leurs résultats, l'initiative PCP propose de créer un mécanisme de rémunération des services rendus par les pays forestiers : les États engagés produiraient des « certificats biodiversité », qui pourront être achetés par des États souverains ou des acteurs privés à titre de contribution positive à la protection de la Nature.

→ Sur la base des recommandations du Fonds pour l'environnement mondial, l'objectif sera de préciser les contours de ce nouvel outil de financement innovant, y compris dans une logique combinée avec les crédits carbone (un arbre planté, un arbre sauvé) et en vue de garantir la pleine intégrité environnementale d'un potentiel marché de certificats biodiversité.

— **Enfin, pour initier les contrats de conservation positive dès demain, et apporter des premiers résultats tangibles à la COP28 de Dubai, la France, Conservation International et la Fondation Walton annoncent la création d'un premier investissement pour les contrats PCP de 100 millions d'euros.**

— ANNEXE

Engagements des entreprises lors du One Forest Summit

Des entreprises mondiales et africaines se sont réunies à Libreville lors du One Forest Summit pour discuter des bonnes pratiques et partager un ensemble de recommandations, basées sur leur connaissance et leurs expériences, afin de concilier la conservation des forêts et le développement économique au profit des populations locales. Ces entreprises, parallèlement au One Forest Summit, sont heureuses de lancer l'Initiative 10by30, une série d'engagements visant à créer des emplois, à favoriser le transfert de connaissances et à renforcer le rôle des jeunes générations.

INITIATIVE « 10BY30 » POUR DES CHAINES DE VALEUR DURABLES, VISANT À CRÉER 10 MILLIONS D'EMPLOIS D'ICI 2030

Cette initiative, axée sur les entreprises, vise à favoriser le développement de chaînes de valeur durables dans les forêts tropicales par la formation (principes d'agriculture et de sylviculture durables, utilisation d'engrais organiques, etc.), la décarbonisation et les investissements, permettant ainsi aux communautés locales de bénéficier directement de la gestion durable des forêts.

— Les objectifs de l'initiative

1. Développer des plantations dédiées à l'utilisation du bois de chauffage pour freiner la déforestation.
2. Favoriser l'agroforesterie couplée à des activités agro-industrielles pour faire progresser les solutions innovantes, améliorer l'autosuffisance alimentaire et augmenter les exportations.
3. Aider les gouvernements à développer l'aménagement du territoire pour protéger la biodiversité et réduire la production de charbon de bois.
4. Promouvoir des normes industrielles harmonisées sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance aux niveaux local et mondial.
5. Adopter les principes de l'économie circulaire dans nos chaînes d'approvisionnement, en favorisant les synergies pour accroître l'efficacité des ressources.
6. Investir, aux côtés des gouvernements, dans des programmes de développement des compétences et dans des centres de formation professionnelle en partenariat avec les gouvernements locaux, en augmentant ainsi l'employabilité.
7. Réduire l'intensité des émissions de carbone des produits grâce au suivi des émissions de gaz à effet de serre, à l'adoption de solutions technologiques à émission de carbone faible ou nulle dans l'ensemble de nos chaînes d'approvisionnement, et au rapprochement des chaînes d'approvisionnement des ressources naturelles et des consommateurs.
8. Mettre en œuvre des activités forestières durables et des programmes de conservation des forêts.
9. Promouvoir des solutions de traçabilité renforçant la confiance, l'efficacité et la durabilité.

10. Favoriser les partenariats public-privé débouchant sur des transferts de technologie, sur le développement de compétences et sur des investissements.

11. Collaborer avec les initiatives et les plateformes mondiales et régionales existantes afin d'apporter une nouvelle dimension et une plus grande durabilité.

— Les engagements du secteur privé pour y parvenir

À l'occasion du One Forest Summit, les entreprises ont annoncé les engagements et noué les partenariats suivants :

SouthBridge investments, société panafricaine de conseil et d'investissement, a annoncé à la COP27, en partenariat avec **Eurazeo**, un fonds de 2 milliards d'euros dédié à la restauration et à la reforestation. Southbridge Investments et Eurazeo ont précisé le calendrier des premiers projets qui seront annoncés d'ici à la COP28 et ont exprimé leur intérêt pour l'articulation de ce fonds avec l'approche par pays des Partenariats de conservation positive.

Le groupe Eramet et sa filiale gabonaise Comilog ont présenté le projet Biomine de développement d'un bioréducteur à base de biomasse qui se substituerait au coke actuellement utilisé dans leurs fours métallurgiques. Le groupe s'engage parallèlement dans un programme de plantation de forêts pour contribuer au développement d'une économie forestière dans la région du Haut-Ogooué au Gabon.

La filière cosmétique française a annoncé la mise en place d'une dotation financière de plus de 500 000 euros pour l'étude de la cosmétopée forestière du bassin du Congo (Afrique centrale). Ce financement, porté par le fonds de dotation de **Cosmetic Valley**, permettra l'allocation de bourses dans les pays pour la mise en place de stages, thèses de doctorat et post-doctorats. Cet engagement de la filière cosmétique française

visé à permettre l'étude et le recensement par les acteurs locaux des ressources génétiques végétales issues de la forêt et leurs usages traditionnels pour la protection et la beauté de la peau et des cheveux.

ARISE s'est engagée à développer des plantations de bois énergie au Gabon (3000 ha), en République démocratique du Congo (3000 ha), au Togo (2000 ha), au Congo (3000 ha) ; et au Bénin (3000 ha) et à développer deux nouveaux centres de formation en partenariat avec les gouvernements locaux (en plus de ceux déjà existants au Bénin et au Togo). L'entreprise lance un fonds de 100 millions de dollars pour soutenir les PME, ainsi que des tournées de présentation en France, en Allemagne et en Italie, à partir d'avril, pour encourager les PME européennes à investir dans l'industrialisation durable et la transformation locale des ressources naturelles. Arise signera un MoU avec **OKALA** pour contribuer au suivi de la biodiversité au Gabon, financé à 80% par ATIF, co-actionnaire de l'ARISE. ARISE investit en République démocratique du Congo sur des zones industrielles dédiées à la transformation du bois et l'agriculture. Enfin, l'entreprise va adopter la technologie CarbonCure dans plusieurs parcs industriels.

Touton, un important négociant de cacao et d'autres produits agricoles tropicaux engagé dans des projets durables, et **Inarix**, start-up qui développe une technologie innovante utilisant l'intelligence artificielle et la reconnaissance biométrique par smartphone, ont établi un partenariat pour améliorer la traçabilité dans l'industrie du cacao et du café : Inarix est aujourd'hui capable de délivrer en temps réel, depuis un smartphone et via une simple photo de grains, des analyses de qualité des grains après récolte, ainsi que certains paramètres clés de traçabilité tels que l'origine géographique. En permettant de déterminer la zone d'origine d'un lot de matières premières à partir d'une photo, Inarix pourrait par exemple identifier des provenances de zones protégées et ainsi lutter contre la déforestation.

Touton a également annoncé des partenariats avec d'autres start-ups. Outre un soutien financier à travers le financement de pilotes et de prototypes, Touton accompagne ces start-ups dans leurs modèles en les connectant à sa chaîne de valeur, notamment **NetZero**, pour travailler sur la pyrolyse de la biomasse tropicale au Cameroun et au Brésil afin de générer du biochar qui est réinjecté dans les sols pour séquestrer du carbone et générer des crédits de haute qualité.

La start-up **KERMAP**, lauréate Greentech Innovation, annoncera le lancement de sa solution NIMBO de jumeau numérique du monde pour l'observation de la Terre en quasi temps réel. NIMBO apportera de nouveaux outils à la fois opérationnels et efficaces, pour faciliter et fiabiliser le suivi environnemental, et contribuera ainsi aux efforts en cours pour l'amélioration des contrôles et la gestion durable de la forêt. De la même manière, NIMBO permettra aussi de livrer des données précieuses pour la prévention des futures pandémies, dans une approche intégrant à la fois la santé environnementale, animale et humaine.

Rougier, entreprise spécialisée dans la production locale, la transformation et la commercialisation durable de grumes, de sciages et de contreplaqués, qui exploite au Gabon près de 900 000 hectares de concessions forestières certifiées FSC et qui fête ses 100 ans en 2023 ; et **FLYING WHALES**, entreprise innovante qui développe une solution de transport/débardage de bois en forêt par ballon dirigeable, sans empreinte au sol et avec des émissions de carbone en vol limitées, ont signé un accord stratégique. Cet accord vise à étudier les applications de la technologie développée par FLYING WHALES et ses bénéfices sur le secteur forestier : en matière d'opérabilité, de rendement et de sécurité, mais aussi de réduction de l'intensité carbone et des pressions logistiques appliquées sur les écosystèmes.

Parmi les effets positifs générés autour de ce nouveau moyen de transport par dirigeable, sont anticipés une stimulation de l'économie dans les localités desservies, des opportunités de formations, d'emplois et de services, une amélioration de l'autonomie et de la qualité de vie des personnes, et un soutien durable à diversifier leurs sources de revenus au contact de cette nouvelle filière.

FLYING WHALES a également signé un accord stratégique avec **GSEZ (Gabon Special Economic Zone)**, Partenariat Public-Privé entre le gouvernement du Gabon et **ARISE**, une société spécialisée dans la conception, le financement, la construction et la gestion d'infrastructures de pointe en Afrique, avec des opérations actives dans une douzaine de pays africains. Cet accord vise à préparer les conditions de l'implantation des sites opérationnels de FLYING WHALES au Gabon. Il permettra de doter le territoire gabonais d'un service de transport aérien de marchandise sur l'ensemble du territoire, toute l'année. D'autres applications à forte valeur ajoutée seront par ailleurs abordées, comme le déploiement du programme d'hôpital mobile aéroporté FLYING CARE. Ces développements viseront au désenclavement, à l'inclusion et à l'approvisionnement des communautés concernées, tout en préservant l'exceptionnel capital naturel gabonais, formé à 88% de forêts et de zones humides.

Le **Conseil interprofessionnel du Café et du Cacao (CICC)** du Cameroun a présenté son partenariat avec l'association française «**Les chocolatiers engagés**» qui assure aux producteurs de cacao un prix suffisamment élevé, négocié et convenu de commun accord au début de chaque campagne cacaoyère. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Française pour un Cacao Durable (IFCD), lancée en 2021, et vise un triple objectif : économique, social et environnemental.

L'ensemble de la filière française s'est engagé à améliorer le revenu des cacaoculteurs et de leurs familles, afin qu'ils puissent atteindre un revenu décent, à mettre fin aux approvisionnements issus de la déforestation, et à lutter contre le travail forcé et le travail des enfants. Le CICC met en place des Centres d'excellence et conduit un programme NEW GENERATION à travers lequel des centaines de jeunes, garçons et filles, sont installés durablement dans la culture du cacao. Le CICC et Les Chocolatiers Engagés encadrent les coopératives dans la production d'un cacao durable et vertueux, avec une attention particulière sur la préservation de la forêt.

VALGO, leader français de l'assainissement et de la réhabilitation des sites et sols pollués, a remis à Libreville les résultats d'une étude complète, valant déclaration d'intention, réalisée dans le cadre d'un partenariat entre le Gabon et la France pour la réhabilitation de la décharge de Mindoubé. Le projet vise la réhabilitation de la décharge et sa reconversion en un espace écologique exemplaire de qualité à destination des populations locales. L'étude permettra aux autorités gabonaises de lancer un projet environnemental d'intérêt général, pour la santé des populations locales et la revitalisation de l'environnement.